ELECTIONS LESGISLATIVES DES 5 ET 12 MARS 1967
2me CIRCONSCRIPTION. — BASTIA

CANDIDATURE REGIONALISTE

CORSES,

Nous nous présentons, avec confiance, aux suffrages des électeurs libres, capables de secouer l'emprise séculaire de structures politiques dégradantes. Les clans ont humilié à la fois, sous le joug du « service rendu » et dans le lien fallacieux des habitudes traditionnelles, des citoyens devenus « clients » et des élus transformés en distributeurs de préhendes. Les premiers ont perdu leur indépendance civique. Les seconds, comptables méticuleux des reconnaissances individuelles qui assurent leur succès, ne se préoccupent plus que verbalement de l'intérêt général. L'abdication des uns et des autres dans un système politique né de l'état de sous-développement de l'île, a entretenu cet état que personne aujourd'hui ne peut plus nier. La Corse se vide, elle est sous équipée, son économie est en perdition. En un mot elle est abandonnée.

Il appartient donc aux électeurs Corses et amis de la Corse de se libérer des chaînes rouillées du clan pour sauver cette Terre qui se meurt.

Mais il serait naïf de croire que les partis dits « Nationaux » ou les mouvements politique d'audience internationale puissent relever la Corse ou en aient seulement la volonté. Les uns ne pensent à elle qu'en fonction de l'arithmétique des groupes à l'Assemblée Nationale. Leurs représentants chez nous promettent monts et merveilles depuis des lustres. Mais nous avons toujours pour toute richesse nos rochers et notre soleil, que nous ne tenons pas d'eux. Le sigle publicitaire hexagonal de l'un de ces partis est symbolique : la Corse y figure comme un point oublié, goutte minuscule qui serait malencontreusement tombée du porte plume national. Te autre groupement affiche triomphalement la représentation stylisée d'une autoroute et il ne nous reste plus qu'à apprécier la nature de cet humour. Quant aux mouvements internationaux ils songent essentiellement à intégrer la Corse dans un système de dimensions « planétaires », tenu de rejeter à priori — en dépit des apparences et des formules — tous les particularismes. Personne en tout cas n'a jamais pu lire dans le programme général d'un parti ou de la Section Française d'une internationale, une référence claire au problème corse.

Or, le problème Corse existe, en dehors de tout phénomène régionaliste de caractère folklorique.

La Corse est une île. Cette insularité, si elle n'est pas corrigée dans une solution d'ensemble réglant tous les cas et toutes les incidences PAR UNE MISE A JOUR CONTINUE, provoquera à plus ou moins brève échéance, par la poursuite et l'aggravation d'un exode tragique, la disparition de l'ethnie et de la Communauté Corses, assimilées ou éteintes.

De plus, la faiblesse économique de notre île fera d'elle — dès l'entrée en vigueur prochaine du Marché Commun — la proie de convoitises dont les moyens seront tels qu'il ne lui sera pas possible de résister. Elle sera vite économiquement colonisée. Ce sera la Corse sans les Corses. (Et d'ailleurs sans la France).

Ces dangers mortels, la population de l'île dans son ensemble peut les conjurer, si elle accepte de s'unir pour écouter la voix jeune, libre et désintéressée des REGIONALISTES.

Que proposent-ils ?

UN BUT. — La sauvegarde et le renouveau de l'ethnie et de la communauté Corses.

UNE SOLUTION GLOBALE — L'érection de la Corse en région de programme mais dotée d'une gestion AUTONOME, c'est-à-dire dans laquelle la responsabilité de notre communauté serait engagée sur tous les plans : social, culturel, économique et surtout — par la création d'une caisse régionale d'investissement — financier. En effet l'autonomie de gestion ne serait qu'un leurre sans une grande part d'autonomie financière.

UNE MESURE D'ATTENTE IMMEDIATE — Le respect du décret impérial de 1811 et des Arrêtés Miot, respect qui permettrait au commerce insulaire de prospérer, mais dont LES CONSOMMATEURS seraient les premiers et les principaux bénéficiaires.

Ce n'est qu'un cadre — mais son contenu est connu, parce que les régionalistes Corses le présentent depuis des années.

Ce n'est qu'un cadre. MAIS C'EST UN CADRE CORSE.

Elus, nous nous battrons jusqu'au bout pour que l'Etat — dont le centralisme, absurde et dépassé, est la cause de toutes nos misères — soit obligé d'entendre la Corse. Rien ne nous fera reculer et s'il s'avérait que la coalition des intérêts hostiles rende nos efforts impuissants, nous n'hésiterions pas à remettre notre mandat entre les mains de ceux qui nous l'auront confié.

Ainsi, les régionalistes prennent leurs responsabilités.
Aux électeurs Corses de prendre les leurs.
Notre devise est claire : CONTRE LES CLA HORS DES PARTIS. POUR LA CORSE !

Max SIMEONI
CANDIDAT

Paul-Marc SETA
SUPPLEANT EVENTUEL